

Cap ou pas de cap ? L'Europe face à son destin industriel

L'ANNÉE 2025 VIENT ENCORE RAPPELER TOUTES LES FRAGILITÉS de l'industrie française. Les annonces de fermetures de sites et de suppressions de postes se multiplient : après Michelin, Valeo et Bosch l'an dernier, voici le tour de Vencorex et d'ArcelorMittal... Elles laissent dans leur sillage non seulement les salariés, leurs compétences, leurs savoir-faire, mais aussi les sous-traitants, les services de proximité... Quelques projets emblématiques à l'image de la Vallée de la batterie dans le Nord peinent à masquer une érosion plus profonde, fruit autant de choix passés que d'une vision industrielle encore inachevée.

Les causes du déclin industriel sont bien connues, et ne se limitent pas à la France, même si notre pays a été particulièrement touché. Convaincus que la mondialisation jouerait en leur faveur, les pays développés ont massivement externalisé leur production vers les pays où les salaires étaient faibles, les normes environnementales peu contraignantes et la fiscalité avantageuse. La mondialisation des chaînes de production a poussé les prix à la baisse pour les consommateurs, celui qui ne suivait pas le mouvement avait peu de chances de survivre. Aujourd'hui encore, cette logique implacable est à l'œuvre, on le voit dans ces entreprises qui ferment même des sites rentables.



Certains pays européens ont mieux géré le défi que nous, mais aujourd'hui, même l'industrie allemande vacille sous les assauts de la concurrence mondiale. Miser sur quelques secteurs porteurs ou haut de gamme tout en négligeant certaines productions clés a fragilisé nos bases productives. Est-on capable aujourd'hui d'inverser la situation ?

Jusqu'ici les résultats sont décevants, malgré les milliards d'euros d'argent public investis pour sauver le tissu industriel du choc de la pandémie de Covid-19, puis de la crise énergétique déclenchée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, malgré les grands plans de sauvetage européens annoncés cet hiver, malgré les concessions des gouvernements aux exigences des tenants de l'industrie qui sapent les normes environnementales et sociales, baissent les impôts, affaiblissent le droit du travail.

Aligner intérêts privés et objectifs publics

Alors, face aux défis du siècle, à la montée des inégalités, aux tensions géopolitiques, au dérèglement climatique, à l'effondrement de la biodiversité, à l'épuisement des ressources, est-ce vraiment de plus d'usines dont nous avons besoin ? Peut-être que oui... Dans un monde qui se tend, le fait de produire sur son sol les biens essentiels est aussi un gage d'autonomie, à même de protéger les acquis économiques comme sociaux. En outre, l'industrie a un (gros) rôle à jouer, car la réduction des pressions qu'exerce le système économique sur la nature passera par de nouvelles formes de production.

Mais pas n'importe comment. Car faire monter la part de l'industrie à 15 % du PIB comme le veut Emmanuel Macron passe difficilement l'épreuve du réel : d'après France Stratégie^[1], nous n'aurons pas assez d'électricité, pas assez d'eau, pas assez de sols, et probablement pas assez de compétences. Au-delà des objectifs quantitatifs, il faut pouvoir décider collectivement de ce que l'on veut produire, et comment. Hors de question de laisser aux seuls industriels, aux fonds d'investissement et à quelques tenants de la politique industrielle la charge de le faire pour nous. De plus en plus d'organisations civiles, d'administrations, de *think tanks*, dont l'Institut Veblen qui vient de créer un programme « Transition écologique et sociale et politiques industrielles », prennent à bras-le-corps le sujet.

Ce dossier apporte quelques clés pour mieux comprendre les enjeux. Le premier article [Péron, Kalinowski, Dupré] passe au

[1] « Réindustrialisation de la France à horizon 2035 : besoins, contraintes et effets potentiels », par Belle-Larant F., Bouvart C., Claeys G., Fotso R., Gérardin M. et Zbala N., document de travail n° 2024-02, France Stratégie, juillet 2024.

crible les principales raisons invoquées en faveur de la réindustrialisation, en montrant leurs synergies, mais aussi leurs contradictions. Anaïs Voy-Gillis prolonge cette réflexion en dressant un état des lieux de la réindustrialisation en France et en esquissant des pistes pour une véritable « révolution industrielle ».

Le numéro s'attarde ensuite sur quelques aspects clés des politiques industrielles. Vincent Charlet tire les premières leçons du programme « Territoires d'industrie », dont le succès repose avant tout sur la capacité à mobiliser acteurs publics et privés autour de projets cohérents et sur mesure. Autre levier essentiel, en France comme de plus en plus en Europe : les aides publiques. Nadine Levratto en interroge l'efficacité et plaide pour une conditionnalité renforcée, afin d'aligner intérêts privés et objectifs publics – notamment environnementaux.

Les écueils et contradictions d'une réindustrialisation aveugle aux enjeux sociaux et écologiques sont eux aussi examinés de près. Dans un monde aussi interdépendant, rouvrir des usines et des mines ne suffira pas à garantir notre autonomie. C'est particulièrement vrai pour les métaux dits critiques, indispensables à la transition écologique, mais dont les autres usages sont rarement interrogés. Adrien Toledano et Mahel Gonzalez-Mortreux décrivent ces enjeux avec précision, et montrent qu'une politique industrielle verte doit pouvoir penser et prioriser les usages en amont. Se pose ensuite la question des sols : doit-on sacrifier nos objectifs de Zéro artificialisation nette sur l'autel de la réindustrialisation ? Etienne de L'Estoile montre que les deux logiques ne sont pas incompatibles, et que notre industrie pourrait bien renaître de ses friches.

Du côté des synergies entre réindustrialisation et transition écologique, les espoirs d'un développement industriel fondé sur l'émergence de l'économie circulaire – garante de futurs emplois dans le recyclage et le réemploi tout en préservant les ressources – sont analysés en détail par Flore Berlingen, qui rappelle que toutes les économies circulaires ne se valent pas. Bernard Jullien et Tommaso Pardi imaginent, quant à eux, comment une politique industrielle volontariste, centrée sur un petit véhicule léger et électrique, pourrait répondre aux défis majeurs du secteur automobile européen, qui emploie aujourd'hui près de 13 millions de personnes. ■

**DANS UN MONDE AUSSI INTERDÉPENDANT,
ROUVRIRE DES USINES ET DES MINES NE
SUFFIRA PAS À GARANTIR NOTRE AUTONOMIE**